

*Questions orales***L'INDUSTRIE****LA FAIBLE CONCURRENCE DES PRODUITS CANADIENS SUR LE MARCHÉ D'EXPORTATION—LES MESURES CORRECTIVES ENVISAGÉES**

L'hon. George Hees (Prince-Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à l'intention du premier ministre. Je tiens tout d'abord à saluer son retour à la Chambre...

Des voix: Bravo!

M. Hees: ... et lui dire qu'en son absence, trois autres de ses députés s'étaient éclipsés et que l'on s'attend de jour en jour à ce que d'autres fassent de même.

Des voix: Oh, oh!

M. Hees: Comme remède au chômage, ainsi que l'a exposé à la Chambre jeudi dernier le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, le gouvernement préconise une stratégie mixte comprenant un programme de partage du travail et un autre grâce auquel tous les employés d'une usine opteraient pour une réduction des heures de travail de préférence à des licenciements. Le premier ministre profitera-t-il de la première occasion à l'appel des motions pour exposer à la Chambre quelles mesures le gouvernement entend prendre pour rendre nos produits, et particulièrement nos produits manufacturés qui fournissent les emplois, plus compétitifs sur le marché international, ce qui permettrait de fournir davantage d'emplois à caractère permanent, au lieu de préconiser le partage du travail envisagé par le gouvernement dans son dernier programme?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'essaierai de m'en tenir à l'essentiel de la question du député et je l'étudierai sérieusement.

M. Hees: Monsieur l'Orateur, je vais simplifier ma question parce que le premier ministre est probablement un peu fatigué et qu'il faut lui ménager la tâche. Le gouvernement a-t-il envisagé spécialement de diminuer les taxes imposées sur les produits manufacturés exportés dans le but de les rendre plus compétitifs, de vendre en plus grande quantité et d'offrir plus d'emplois.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je serais prêt à en discuter avec le ministre des Finances, mais je ne comprends pas bien si le député veut parler d'une diminution de taxes seulement sur les produits destinés à l'exportation et non pas sur ceux destinés aux Canadiens. Si c'est là ce qu'il veut dire, cela m'inquiète un peu.

[Français]

LES TRAVAUX PUBLICS**LA FERMETURE DES PONTS ENJAMBANT L'OUTAOUAIS—LES MESURES DU GOUVERNEMENT VISANT À PALLIER CE PROBLÈME**

M. Gaston Isabelle (Hull): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics.

[M. Cullen.]

Depuis un an et demi, les cinq ponts enjambant la rivière des Outaouais ont été systématiquement bloqués en totalité ou en partie, à cause du manque flagrant d'entente préalable entre les autorités de la Commission de la capitale nationale et du ministère des Travaux publics responsables de la réfection et de la réparation de ces ponts.

[Traduction]

Le ministre compte-t-il mettre sur pied un comité de coordination pour mettre fin à l'indignation, aux frustrations et à l'irritation croissante de 60 p. 100 des travailleurs de l'Ouest du Québec qui doivent traverser la rivière deux fois par jour pour leur travail ou envisage-t-il d'asphalter une bonne fois pour toute la rivière des Outaouais afin d'en joindre les deux rives?

Des voix: Bravo!

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, il se peut que la deuxième idée soit bonne, mais je pense que la première solution est plus sensée et je l'étudierais avec plaisir.

* * *

[Français]

LE COMMERCE**LA SUPPOSÉE GARANTIE D'APPROVISIONNEMENT DU JAPON EN MATIÈRES PREMIÈRES—LA POSSIBILITÉ DE DONNER LA MÊME ASSURANCE AU MARCHÉ COMMUN**

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

Tout en l'accueillant avec joie, qu'il me soit également permis de signaler combien nous avons goûté le charme et la grâce avec lesquels M^{me} Trudeau nous a représentés au pays du Soleil-Levant.

Monsieur le président, selon les dépêches en provenance de Tokyo, le très honorable premier ministre aurait garanti à l'industrie nipponne la sécurité d'approvisionnement en matières premières. Étant donné que cette assurance n'a pu être donnée aux industriels du Marché commun en Europe, le très honorable premier ministre ou un membre de son Cabinet a-t-il obtenu des provinces canadiennes l'assurance que cette garantie sera respectée et, dans l'affirmative, quelles matières premières sont en cause et quelles provinces ont été consultées à ce sujet?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, si le député a véritablement lu cela dans un journal, je peux lui dire sans équivoque que le journal a fort mal rapporté ce qui s'est passé au Japon.

Au contraire, monsieur le président, je me suis mis en quatre pour expliquer au secteur privé et au secteur public du Japon que nous n'avions pas l'intention de laisser aller nos matières premières sans condition. Bien au contraire, si les Japonais recherchaient l'assurance de l'approvisionnement à même nos matières premières, nous, nous étions intéressés à discuter de la sécurité des marchés. Et c'est plutôt sur ce ton que le débat s'est engagé.